

LETTRE DU RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres,

Le Bureau est heureux de vous faire parvenir la Lettre du Réseau du mois de mars 2018, recensant les actualités et publications de blogs relatives au droit international du mois de février. Cette Lettre vous parvient un peu plus tard qu'habituellement ; le Bureau vous présente ses excuses à cet égard, les deux demi-journées des jeunes chercheurs de la SFDI qui se sont tenues en mars ayant exigé beaucoup de temps.

Ces deux demi-journées, la première à l'Université Versailles-Saint-Quentin et la seconde à l'Université Rennes I, consacrées respectivement aux thèmes *Santé et organisations régionales* et *Santé et nouvelles technologies*, ont chacune été une belle réussite. Elles ont été l'occasion d'entendre des communications de jeunes chercheurs aux profils très variés et venant de toute la France. La qualité des interventions, ainsi que la richesse des débats qui les ont suivies, ont été saluées par leurs présidents les professeurs Thibaut Fleury-Graff et Guillaume Le Floch. Le Bureau profite de la présente pour remercier chaleureusement l'ensemble des participants pour leur implication et leur enthousiasme, ainsi que le public venu assister aux travaux.

A l'issue de ces deux demi-journées et dans la perspective du colloque annuel, deux intervenants ont été sélectionnés pour participer aux ateliers correspondants et y représenter la jeune recherche en droit international : **Olivier Vidal**, qui participera à l'atelier n° 2 consacré aux *organisations régionales* et **Marie Baudel**, qui présentera sa contribution lors de l'atelier n° 1 portant sur les *nouvelles technologies*. Un troisième atelier portant sur l'accès aux soins est également organisé et à la proposition des présidents, un troisième contributeur a été sélectionné pour y participer, il s'agit d'**Antoine Jamet**. Le Bureau est très heureux de voir que les efforts déployés par la jeune recherche en droit international sont ainsi récompensés et rendus visibles. Toutes nos félicitations à elle et eux !

Enfin, nous vous rappelons la tenue du **Colloque annuel de la SFDI**, à l'**Université de Rennes I** du **31 mai au 1^{er} juin 2018**, ainsi que son thème : « **Droit international et santé** ».

En espérant que vous prendrez plaisir à lire cette Lettre,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

Sommaire :

NOUVELLES EN VRAC.....	2
RETOUR SUR LES DEMI-JOURNÉES DES JEUNES CHERCHEURS.....	3
COLLOQUES ET AUTRES MANIFESTATIONS À VENIR.....	4
DERNIÈRES JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	5
Cour Internationale de Justice	5
CIRDI	5
Cour Pénale Internationale	6
Cour Européenne des Droits de l'Homme	7
Cour de Justice de l'Union Européenne	7
ACTIVITÉS DES INSTANCES DES NATIONS UNIES	9
Assemblée générale des Nations Unies	9
Conseil de sécurité des Nations Unies.....	9
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL.....	10
Blogs de langue française.....	10
Blogs de langue anglaise.....	10
Blogs de langue espagnole.....	18
SUGGESTION DE (RE)LECTURE.....	18

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ La SFDI repose sur un réseau dont vous êtes acteurs, aussi l'annonce des soutenances est primordiale pour la diffusion scientifique ! [Une page](#) a spécialement été créée au sein du site de la SFDI.
- ❖ Les publications des participants et participantes aux journées des jeunes chercheurs viennent d'être mises à jour [sur le site de la SFDI](#). Vous pouvez désormais consulter les communications de la demi-journée de Nanterre portant sur la pénalisation du droit international :
 - Le comportement blâmable de l'investisseur, par Julien ANCELIN ;
 - Coopération et entraide internationale et européenne en matière de délits fiscaux : aspects de droit processuel, par Amélie BELLEZZA ;
 - La place de la justice internationale pénale au sein de la justice transitionnelle, par Philippe FLORY ;
 - La criminalisation de l'établissement des faits, par Sarah JAMAL ;
 - Vers une pénalisation du droit international ? L'illustration avec la situation du Darfour, par Elsa MARIE ;
 - La constitutionnalisation du droit international pénal, par Abdoulaye SYLLA.

❖ **Renouvellement du Bureau des jeunes chercheurs de la SFDI**

À l'occasion de l'Assemblée générale du Réseau des Jeunes chercheurs qui aura lieu lors du colloque annuel 2018, le Bureau des jeunes chercheurs de la SFDI renouvellera l'un de ses membres.

Composé de trois personnes, le rôle du Bureau est d'organiser et d'animer les activités du Réseau des Jeunes Chercheurs de la SFDI. Ce travail de bonne volonté – qui se fait en coordination avec d'autres personnalités du monde international : enseignants, chercheurs, doctorants et praticiens – permet d'acquérir de l'expérience et des compétences utiles et reconnues dans le monde universitaire comme celui professionnel. L'organisation annuelle des Demi-journées et l'édition mensuelle de la Lettre d'actualité constituent les principales activités du Bureau. Ces activités se concilient parfaitement avec la thèse et les enseignements, qui représentent parfois des sources précieuses d'informations et un gain de temps non négligeable.

La personne recherchée, dynamique et curieuse, de préférence préparant un doctorat, aura envie de s'engager dans cette aventure pendant trois ans afin de permettre un renouvellement des membres par tiers tous les ans. N'hésitez pas à prendre contact avec le Bureau à l'adresse jeunes.chercheurs@sfdi.org et envoyer votre CV.

Les candidatures seront examinées et diffusées en vue de l'élection du nouveau membre du Bureau un mois avant la tenue de l'Assemblée générale du Réseau des jeunes chercheurs.

Venez nous rejoindre !

RETOUR SUR LES DEMI-JOURNÉES DES JEUNES CHERCHEURS

Les deux demi-journées des jeunes chercheurs se sont tenues cette année au mois de mars, la première à l'Université de Versailles-Saint-Quentin le 8 mars, la seconde à l'Université de Rennes 1 le 23 mars. Elles ont permis la sélection de trois intervenants pour les ateliers du colloque annuel de la SFDI.



La demi-journée de Versailles portait sur le thème Santé et organisations régionales. Cinq doctorantes et doctorants y ont participé sous la direction du professeur Thibaut Fleury-Graff. La demi-journée de Rennes a porté sur le thème Santé et Nouvelles technologies, sous la présidence du professeur Guillaume Le Floch. Vous pourrez bientôt retrouver les versions écrites des interventions des deux demi-journées sur le site internet de la SFDI, sauf celles sélectionnées pour être présentées lors du colloque annuel de la SFDI qui feront parties des actes du colloque.

Ces deux manifestations ont été de beaux moments d'échange entre les intervenants et les participants, les débats ayant toujours été, de l'avis unanime, riches et denses. Le Bureau des jeunes chercheurs remercie donc l'ensemble des intervenants, les deux présidents de séances qui nous ont accordé leur temps pour sélectionner les intervenants puis présider les demi-journées, ainsi que celles et ceux qui ont contribué à la bonne tenue de ces événements, et notamment le professeur Patrick Jacob pour son accueil à l'Université de Versailles-Saint-Quentin.



COLLOQUES ET AUTRES MANIFESTATIONS À VENIR

Le projet d'articles de la Commission du droit international sur la protection des personnes en cas de catastrophe : vers une convention universelle ?

Conférence de M. Giulio Bartolini

Centre de droit international de Nanterre (CEDIN)

jeudi 5 avril 2018, de 14 h. à 16 h.

Université Paris Nanterre, UFR de droit, Bâtiment Simone Veil,
salle des Actes (F141).

Entrée libre.

[Plus d'informations ici](#)

La protection des attentes légitimes en droit international,

Colloque à l'Université du Mans

mardi 10 avril 2018 de 9 h. à 17 h

Amphithéâtre Mercure,

Faculté de droit, sciences économiques et de gestion,
47B Avenue Olivier Messiaen, 72000 Le Mans.

[Plus d'informations ici](#)

L'O.A.C.I. et l'O.M.I., autorités mondiales de l'air et de la mer ?

Conférence de Mme Béatrice TRIGEAUD

Institut des hautes études internationales (IHEI)

mardi 10 avril 2018 de 17 h à 19 h,

amphithéâtre IV – Centre Panthéon

Paris Ve

[Plus d'informations ici](#)

**DERNIÈRES JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT
INTERNATIONAL**

Cour Internationale de Justice
Avec la contribution de Juliette Bouloy

Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)
— Question de l'indemnisation, arrêt rendu le 2 février 2018

La Cour juge que les dommages environnementaux causés par les activités illicites du Nicaragua au Costa Rica sont susceptibles d'indemnisation en droit international. Elle a fixé le montant de l'indemnité à 378 890,59 dollars des États-Unis, comprenant la somme principale (358 740,55 dollars) et les intérêts compensatoires sur les frais et dépenses jugés susceptibles d'indemnisation (20 150,04 dollars).

Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua) et Frontière terrestre dans la partie septentrionale d'Isla Portillos (Costa Rica c. Nicaragua), arrêt rendu le 2 février 2018

La Cour juge que le Costa Rica est souverain sur toute la partie septentrionale d'Isla Portillos, y compris sa côte jusqu'au point où la rive droite du fleuve San Juan rejoint la laisse de basse mer de la côte de la mer des Caraïbes, à l'exception de la lagune de Harbor Head et du cordon littoral qui sépare cette dernière de la mer des Caraïbes, sur lesquels la souveraineté est nicaraguayenne à l'intérieur de la frontière définie au paragraphe 73 de l'arrêt.

Elle détermine, en outre, le tracé des frontières maritimes uniques entre le Costa Rica et le Nicaragua dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique. Elle a notamment décidé que la frontière maritime entre les deux États dans la mer des Caraïbes suit la ligne décrite aux paragraphes 106 et 158 de l'arrêt et que celle dans l'océan Pacifique suit la ligne décrite aux paragraphes 175 et 201 dudit arrêt.

CIRDI

Avec la contribution de Sara Stefano et Ruxandra Gologan

Carlos Ríos and Francisco Ríos v. Republic of Chile, ICSID Case No. ARB/17/16

- Procedural Order No. 1, January 23, 2018 : disponible en [Espagnol](#)
- Claimant's Memorial on the Merits, February 9, 2018 : disponible en [Espagnol](#)
- Procedural Order No. 2, February 16, 2018 : disponible en [Espagnol](#)

Bridgestone Licensing Services, Inc. and Bridgestone Americas, Inc. v. Republic of Panama, ICSID Case No. ARB/16/34

- Procedural Order No. 5 (January 30, 2018) (disponible en [Anglais](#))

Zbigniew Piotr Grot and others v. Republic of Moldova, ICSID Case No. ARB/16/8

- Hearing on Jurisdiction and the Merits, December 11, 2017 : [Transcript, Day 1](#)

- Hearing on Jurisdiction and the Merits, December 12, 2017 : [Transcript, Day 2](#)
- Hearing on Jurisdiction and the Merits, December 13, 2017 : [Transcript, Day 3](#)

***B-Mex, LLC and others v. United Mexican States*, ICSID Case No. ARB(AF)/16/3**

- Procedural Order No. 2, February 1, 2018 : disponible en [Anglais](#)

***Lion Mexico Consolidated L.P. v. United Mexican States*, ICSID Case No. ARB(AF)/15/2**

- Procedural Order No. 4, January 23, 2018 : disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#)
- Procedural Order No. 5, March 2, 2018 : disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#)

***Blue Bank International & Trust (Barbados) Ltd. v. Bolivarian Republic of Venezuela*, ICSID Case No. ARB/12/20**

- Decision on the Proposal to Disqualify Álvaro Castellanos Howell, March 2, 2018 : (disponible en [Espagnol](#))

***Telefónica S.A. v. United Mexican States*, ICSID Case No. ARB(AF)/12/4**

- Procedural Order No. 1 and Partial Dissenting Opinion by Arbitrator Ricardo Ramírez Hernández, July 8, 2013: (disponible en [Espagnol](#))
- The Tribunal issues an order taking note of the discontinuance of the proceeding pursuant to Article 49(1) of the Arbitration (Additional Facility) Rules, February 20 2018 : Document non-disponible

***Mercer International, Inc. v. Canada*, ICSID Case No. ARB(AF)/12/3**

- Procedural Order No. 11, April 8, 2016 : disponible en [Anglais](#)
- Award, March 6, 2018: Document non-disponible

Sentences internationales remarquables :

- ***Venoklim Holding B.V. v. Bolivarian Republic of Venezuela*, Decision on annulment, ICSID, 2 February 2018, n° ARB/12/22** : disponible en [Espagnol](#) ;
- ***Novenergia II - Energy & Environment (SCA) (Grand Duchy of Luxembourg), SICAR v. The Kingdom of Spain*, SCC, 15 February 2018, n° 2015/063 (ECT)** : disponible en [Anglais](#).

Cour Pénale Internationale

Avec la contribution d'Aurore Stephan et Rosa Stella de Fazio

Affaire : *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* :

- [Chambre préliminaire II, 21 février 2018, Decision on Jordan's request for leave to appeal, ICC-02/05-01/09-319](#)

Cour Européenne des Droits de l'Homme*Avec la contribution d'Olga Bodnarchuk*

[M. K. c. Grèce, 1ère sect., arrêt du 1er février 2018, req. n° 51312/16 :](#)

Dans cet arrêt, la Cour juge que l'opinion exprimée par l'enfant prévaut sur le droit de la mère d'exercer son droit de garde.

Mme. K., requérante et mère de deux enfants, s'était vu attribuer le droit de garde d'un de ses enfants (A.) par les juridictions grecques à la suite de son divorce. Les relations entre les parents étant hautement conflictuelles, la requérante a alors pu emmener l'enfant dont elle avait obtenu la garde en France, où elle habitait, tandis que son autre enfant continuait à habiter avec son père en Grèce. À la suite de vacances que A. avait passées chez son père, ce dernier a refusé de rendre A. à la requérante. Faute de coopération et de négociation entre les parents, les autorités grecques saisies par Mme. K. ont rejeté de nombreux recours en justice en se fondant sur l'intérêt supérieur de l'enfant et sa volonté exprimée de rester vivre avec son père.

En alléguant la violation de l'article 8 de la Convention EDH, la requérante se plaignait de ne pas pouvoir assurer la garde de son enfant A. du fait du rejet de ses demandes par les autorités grecques.

La Cour EDH, en s'appuyant surtout sur la Convention de la Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, mais aussi sur le Règlement Bruxelles II *bis* du Conseil de l'Union européenne, a insisté sur l'intérêt supérieur de l'enfant et sur sa volonté exprimée. Lorsque celui-ci dispose d'un discernement suffisant, elle « est un élément clé à prendre en considération dans toute procédure judiciaire ou administrative ».

Au vu de l'obligation des autorités de prendre dûment en considération l'opinion de l'enfant, la Cour a donc conclu à la non-violation de l'article 8 de la Convention.

Cour de Justice de l'Union Européenne

[CJUE, grande chambre, arrêt rendu le 27 février 2018, *Western Sahara Campaign UK c. Royaume-Uni*, aff. C-266/16](#)

Dans cette affaire, la Cour se penche sur la question de la validité de l'Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc au regard du droit international. Sous couvert d'interprétation, la Cour décide d'interpréter l'Accord comme ne comprenant pas le territoire du Sahara occidental (§§ 57-64). Dès lors les zones maritimes au large de ce territoire ne sont pas concernées : « [p]ar voie de conséquence, et compte tenu du fait que le territoire du Sahara occidental ne fait pas partie du territoire du Royaume du Maroc, ainsi que cela a été rappelé aux points 62 à 64 du présent arrêt, les eaux adjacentes au territoire du Sahara occidental ne relèvent pas de la zone de pêche marocaine visée à l'article 2, sous a), de l'accord de partenariat » (§ 69). La Cour peut donc conclure : « Ainsi, il résulte de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'accord de partenariat et le protocole de 2013 doivent être interprétés, conformément aux règles de droit international qui lient l'Union et qui sont applicables dans les relations entre celle-ci et le Royaume du Maroc, en ce sens que les eaux adjacentes au territoire du Sahara occidental ne relèvent pas du champ d'application territorial respectif de cet accord et de ce protocole » (§ 83).

Ce raisonnement est surprenant ; l'arrêt est d'ailleurs rendu contre [les conclusions de l'Avocat général](#), Melchior WATHELET, qui avait proposé d'interpréter l'accord dans le sens de son

applicabilité aux espaces marins au large du Sahara occidental, ce qui est plutôt conforme à ce qu'ont voulu les parties (conclusions, §§ 60-75), et d'en conclure, en vertu de sa contrariété avec le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et de son droit sur ses ressources naturelles, qu'un tel accord est incompatible avec le droit de l'Union selon lequel l'Union, dans ses relations extérieures, doit respecter le droit international (art. 3 § 5 TUE).

Ce n'est pourtant pas la solution de la Cour, qui, afin de ne pas remettre en cause l'accord, l'a interprété de manière un peu détournée : les cocontractants n'ont pas, selon la Cour, pu avoir pour volonté de rendre leur accord applicable à un territoire illégalement occupé. C'est donc une solution de pure opportunité que propose la Cour par cette interprétation pour le moins étonnante.

[TUE, arrêt rendu le 21 février 2018, *Sergiy Klyuyev c/ Conseil de l'Union européenne*, aff. T-731/15](#)

Dans cette affaire, le Tribunal se penche sur les obligations en matière de respect des droits de l'Homme qui incombent à l'Union lorsqu'elle prend des sanctions contre des individus dans le cadre de la PESC (à propos de la situation en Ukraine).

[CJUE, grande chambre, 6 mars 2018, *Slowakische Republik c. Achmea BV*, aff. C-284/16](#)

La question de la conformité des TBI intra-communautaires est depuis longtemps une question complexe en droit de l'Union européenne. Cependant elle ne s'était jamais posée en matière de validité des clauses compromissaires d'arbitrage. C'est donc une à laquelle a dû répondre la Cour dans cet arrêt, rendu sur question préjudicielle de la Cour fédérale de justice allemande. Achmea, entreprise appartenant à un groupe d'assurances néerlandais, a bénéficié de la libéralisation de l'Assurance-maladie en Slovaquie y a créé une filiale qui le offrait des prestations d'assurance maladie privée sur le marché slovaque. Cependant, à l'occasion d'un recul temporaire de cette libéralisation, Achmea a subi un préjudice. Elle saisit donc un tribunal arbitral en vertu du TBI en vigueur entre les Pays-Bas et la Slovaquie, tribunal dont le siège est fixé à Francfort, procédure qui abouti à la condamnation de la Slovaquie. Cette dernière conteste la sentence devant le juge allemand, territorialement compétent, en arguant l'incompatibilité de la clause de règlement des différends du TBI avec le droit de l'Union européenne. C'est cette question juridique qui a été posée à la Cour de Luxembourg.

Rappelant la compétence exclusive de la Cour de justice de de l'Union européenne et des juridictions nationales en matière d'interprétation et d'application du droit de l'Union, la Cour constate qu'un Tribunal arbitral se prononce sur l'application du droit national en l'espèce, or le droit de l'Union européenne fait partie de ces règles internes. Le Tribunal arbitral, qui ne fait pas partie des juridictions internes, peut donc être amené à connaître du droit de l'Union. Par conséquent la clause d'arbitrage investisseur-État dans les TBI est contraire au droit de l'Union européenne.

ACTIVITÉS DES INSTANCES DES NATIONS UNIES

Assemblée générale des Nations Unies

La session ordinaire n'ayant pas encore repris ses travaux, aucune nouvelle résolution n'a été adoptée pour l'heure.

Conseil de sécurité des Nations Unies

[S/RES/2404\(2018\)](#) : La situation en Guinée-Bissau

[S/RES/2403\(2018\)](#) : Date de l'élection à un siège vacant de la Cour internationale de Justice

[S/RES/2402\(2018\)](#) : La situation au Moyen-Orient

[S/RES/2401\(2018\)](#) : La situation au Moyen-Orient

[S/RES/2400\(2018\)](#) : Rapport du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

MULTIPOL

[OUVRAGE : G. Le Floch \(dir.\), Les 20 ans du Tribunal international du droit de la mer, 25 février 2018](#)

[OUVRAGE : M. Aydi Ghozzi, Les principes généraux dans la jurisprudence de l'organe de règlement des différends de l'OMC, 21 février 2018](#)

[OUVRAGE : C. Deprez, La Cour pénale internationale à l'épreuve du droit à la liberté, 17 février 2018](#)

[OUVRAGE : S. Jacopin, A. Tardieu \(dir.\), La lutte contre le terrorisme, 13 février 2018](#)

[ACTU : C. Maia, La CPI décide l'ouverture d'un examen préliminaire sur des crimes supposés aux Philippines et au Venezuela, 9 février 2018](#)

[OUVRAGE : O. Foppiani, O.A. Scarlatescu, Family, Separation and Migration : An Evolution-Involution of the Global Refugee Crisis, 8 février 2018](#)

[OUVRAGE : J. Cazala, Y. Lecuyer, B. Taxil \(dir.\), Sexualité et droit international des droits de l'Homme, 4 février 2018](#)

[ACTU : C. Maia, The ICJ orders Nicaragua to withdraw its military camp from Costa Rican territory and to pay compensation to its neighbor, 2 février 2018](#)

Libertés, libertés chéries

[L'expulsion vers l'Algérie : un traitement inhumain ou dégradant, 4 février 2018](#)

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Vinc. D. Okila

AJIL Unbound - online-only publication and blog of the American Journal of International Law

Ashley S. Deeks, « [Introduction to the Symposium on Megan Donaldson, "The Survival of the Secret Treaty: Publicity, Secrecy, and Legality in the International Order"](#) »; sur le même thème, Danae Azaria ([ici](#)) et Ashley S. Deeks ([ici](#)), 19 février 2018.

*Asser International Sports Law blog
Our International Sports Law Diary*

Thomas Kruessmann, « [The International Partnership against Corruption in Sport \(IPACS\) and the quest for good governance: Of brave men and rotting fish](#) », 28 février 2018.

Cornell International Law Journal Online

Aaheree Mukherjee, « [Smart Contracts – Another Feather in UNCITRAL’s Cap](#) », 1 février 2018.

ECHR BLOG

The European Convention Human Rights and Fundamental Freedoms

Antoine Buyse, « [The Draft Copenhagen Declaration - Comment Series I, II, III](#) », du 26 au 28 février 2018.

Antoine Buyse, « [Looking Back and Ahead for the Court](#) », 15 février 2018.

EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law

Theodore Christakis et Karine Bannelier, « [Reinventing Multilateral Cybersecurity Negotiation after the Failure of the UN GGE and Wannacry: The OECD Solution](#) », 28 février 2018.

Elena Abrusci, « [The IACtHR Advisory Opinion: one step forward or two steps back for LGBTI rights in Costa Rica?](#) », 27 février 2018.

Monica Feria-Tinta et Simon Milnes, « [The Rise of Environmental Law in International Dispute Resolution: Inter-American Court of Human Rights issues Landmark Advisory Opinion on Environment and Human Rights](#) »; sur le même thème, Giovanni Vega-Barbosa et Lorraine Aboagye, ([ici](#)), 26 février 2018.

Alina Cherviatsova, « [Gravity of the Past: Polish-Ukrainian Memory War and Freedom of Speech](#) », 22 février 2018.

Alice Donald et Philip Leach, « [A Wolf in Sheep’s Clothing: Why the Draft Copenhagen Declaration Must be Rewritten](#) », 21 février 2018. Sur le même sujet, lire également Andreas Follesdal et Geir Ulfstein ([ici](#)), Mikael Rask Madsen et Jonas Christoffersen ([ici](#)), et Philip Leach et Alice Donald ([ici](#)), respectivement le 22, 23 et 24 février 2018.

Robert McCorquodale, « [Wikileaks Documents are Admissible in a Domestic Court](#) », 21 février 2018.

Lokman B. Çetinkaya, « [Turkey’s Military Operations in Syria](#) », 20 février 2018.

Benjamin Nussberger et Fin-Jasper Langmack, « [A Cold War like Thriller in Summer – Icy Times Between Vietnam and Germany](#) », 20 février 2018.

Joseph Weiler, « [Je Suis Achbita!](#) », 19 février 2018.

Joseph Weiler, « [10 Good Reads](#) », 17 février 2018.

Tarcisio Gazzini et al., « [Excessive Multilingualism in EU Trade Agreements](#) », 15 février 2018.

Diane Desierto, « [Environmental Damages, Environmental Reparations, and the Right to a Healthy Environment: The ICJ Compensation Judgment in Costa Rica v. Nicaragua and the IACtHR Advisory Opinion on Marine Protection for the Greater Caribbean](#) », 14 février 2018.

Marko Milanovic, « [A Lot of Activity in the Inter-American Court](#) », 13 février 2018.

Joanne Neenan, « [The Role of the ICC in Protecting the Rights of Children Born of Rape in War](#) », 12 février 2018.

Anthea Roberts, « [Is International Law International? Continuing the Conversation](#) », 9 février 2018.

Bing Bing Jia, « [A Word on the Comparative Approach of International Law and a Proposed Direction for Chinese Textbooks of International Law](#) », 9 février 2018.

Vera Rusinova, « [Can International Law Be More International?](#) », 8 février 2018.

Hélène Ruiz Fabri, « [From Babel to Esperanto and Back Again: The Fate of International Law \(or of International Lawyers?\)](#) », 8 février 2018.

Anthea Roberts, « [The Parochialism of Western Cosmopolitanism in a Competitive World Order](#) », 7 février 2018.

Julie-Enni Zastrow et Andreas Zimmermann, « [Council of Europe's Committee of Ministers Starts Infringement Proceedings in Mammadov v. Azerbaijan: A Victory for the International Rule of Law?](#) », 5 février 2018.

Francesco Montanaro et Sophia Paulini, « [United in Mixity? The Future of the EU Common Commercial Policy in light of the CJEU's recent case law](#) », 2 février 2018.

EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law

Päivi Leino et Daniel Wyatt, « [No public interest in whether the EU-Turkey refugee deal respects EU Treaties and international human rights?](#) », 28 février 2018.

Martin Herz et Justin Lindeboom, « [ART. 101\(1\) TFEU: A Bitter Pill for Hoffmann-La Roche](#) », 26 février 2018.

Gianni De Stefano et Jaime Rodríguez-Toquero, « [The EU Single Market Information Tool: The European Commission's new investigative power in 2018](#) », 21 février 2018.

Oliver Garner, « [Does Member State Withdrawal from the European Union Extinguish EU Citizenship? C/13/640244 / KG ZA 17-1327 of the Rechtbank Amsterdam \('The Amsterdam Case'\)](#) », 19 février 2018.

Gareth Davies, « [The State of Play on Citizens' Rights and Brexit](#) », 6 février 2018.

*EU Immigration and Asylum Law and Policy
Droit et Politique de l'Immigration et de l'Asile de l'UE*

Elsbeth Guild, « [First Perspectives on the Zero Draft for the UN Global Compact on Safe, Orderly and Regular Migration of 5 February 2018](#) », 16 février 2018.

Rostane Mehdi, « [Taricco, M.A.S ou l'art délicat de la retraite en bon ordre ...](#) », 13 février 2018.

Daniel Thym, « [Beyond the 'Welcome Culture': Projects of the New German Government on Migration, Asylum and Integration](#) », 9 février 2018.

Global Health Law Groningen

Ellen 't Hoen, « [European Commission Publishes Expert Panel's Recommendations on High Drug Prices](#) », 21 février 2018.

Tatia M. Brunings, « [Sugar and Health: Regulation in Mexico and the Netherlands](#) », 5 février 2018.

Ghlg blog, « [Putting people's interests first in the protection of health](#) », 1 février 2018.

International Law Blog

Elenamaculan, « ["Impunity" for Gross Human Rights Abuses? The Pardon of Fujimori](#) », 19 février 2018.

IntLawGrrls

Nienke Grossman, « [The Fight Continues](#) », 26 février 2018.

Nani Jansen Reventlow, « [ECOWAS Court clarifies its human rights jurisdiction: no time limit barring human rights complaints and continuing violations are recognised](#) », 14 février 2018.

Andrea M. Ewart, esq., « [Opportunity to Advance a Development Dimension to Investment Facilitation](#) », 5 février 2018.

Josephine Jarpa Dawuni, « [Achieving Gender Parity in International Courts and Bodies: Does Diversity Matter?](#) », 3 février 2018.

Kluwer Arbitration Blog

Catherine A. Rogers, « [Arbitrator Intelligence: The Basics](#) », 27 février 2018. Sur le même sujet, lire également Lucas Bento ([ici](#)), 23 février 2018

Cameron Ford, « [Corporate Counsel Considerations in Choosing Dispute Resolution Methods](#) », 26 février 2018.

Anushka Mittal, « [Can A Party Challenge The Application Of The IBA Guidelines On Conflict of Interest?](#) », 26 février 2018.

Shaparak Saleh et Yann Dehaut-Delville, « [Protection of States' Diplomatic Assets in France](#) », 21 février 2018.

Armand Terrien, « [The New OHADA Arbitration and Mediation Framework : A Glass Half Full?](#) », 18 février 2018.

Trishna Menon et Gladwin Issac, « [Developing Country Opposition to an Investment Court: Could State-State Dispute Settlement be an Alternative?](#) », 17 février 2018.

Mika Savola, « [FAI Board's Recent Practice on the Consolidation of Arbitrations under the FAI Rules](#) », 16 février 2018.

Mathias Wittinghofer et al., « [The DIS Rules of Arbitration of 2018](#) », 15 février 2018.

Ioana Knoll-Tudor, « [Specialised Chambers for International Commercial Disputes: Paris in the Spotlight](#) », 14 février 2018.

Patrick Pearsall et Thomas Wingfield, « [A View toward the Post-Brexit Future: the UK in the NAFTA? Part I](#) et [Part II](#) », 11 et 13 février 2018.

Teresa Arruda Alvim, « [Arbitrating in Brazil: Arbitration and Binding Precedents](#) », 10 février 2018.

Hadas Peled et Yedidiya, « [Israeli Arbitration Law in Knots? Foreign Service of Process for 'Made in Israel' Awards](#) », 9 février 2018.

Togi Pangaribuan, « [Reconciling the Conciliators: The BANI Split in Indonesia](#) », 6 février 2018.

Anna de Luca, « [The Intra EU-BITs in the Opinion of AG Wathelet between Light and Shadow](#) », 4 février 2018.

Anissa Achaibou, « [International Politics vs International Justice: No Room for Investor-State Arbitration?](#) », 1 février 2018.

leiden law blog

Xuechan Ma et Shuai Guo, « [Are ICJ judges biased?](#) », 6 février 2018.

Bob Wessels, « [International commercial courts: the Netherlands is lagging behind](#) », 5 février 2018.

Library blog - Peace Palace Library

R. Ridderhof, « [U.S. Nuclear Strategy](#) », 8 février 2018.

Guest blogger, « [European Sovereignty](#) », 1 février 2018.

MJIL Blog – Minnesota Journal of International Law

Emily Ortlieb, « [Ripple Effect: Far Reaching Consequences in the Wake of Re-opening Ireland v. United Kingdom](#) », 20 février 2018.

Lauren Fleming, « [Allard v. Barbados: Utilizing Investor-State Dispute Settlement to Promote Environmental Protection](#) », 20 février 2018.

Toni Ojoyeyi, « [International Intervention and the Venezuelan Crisis](#) », 20 février 2018.

B. Lhoest, « [The Hague Abduction Convention: Nice in Theory, Difficult in Implementation](#) », 15 février 2018.

Opinio Juris

Austen Parrish, « [U.S. v. Microsoft \(Microsoft-Ireland\): Implications for International Lawmaking](#) », 26 février 2018.

Craig Martin, « [Symposium: The Assumptions of Koh's Transnational Legal Process as Counter-Strategy](#) », 26 février 2018.

Kevin Jon Heller, « [Symposium: Koh, Trump, Obama – and Jean Baudrillard \(Part 1\)](#) et [\(Part 2\)](#) », 21 et 22 février 2018.

Jessica Dorsey, « [Symposium: The Trump Administration and International Law](#) », 19 février 2018. Sur le même thème, lire également Craig Martin ([ici](#)), Laura Dickinson ([ici](#)), Frederic Sourgens ([ici](#)) et William S. Dodge thème ([ici](#)), du 19 au 21 février 2018.

Julian Ku, « [Does the ICJ Have Binding Jurisdiction Over the Guyana-Venezuela Border Controversy? Probably, But Maybe Not](#) », 12 février 2018.

Julian Ku, « [Introducing the Opinio Juris/ EJIL:Talk! Joint Symposium on Anthea Roberts' "Is International Law International?"](#) », 7 février 2018. Sur le même sujet, lire également Anthea Roberts ([ici](#)), Paul Stephan ([ici](#)), Marko Milanovic ([ici](#)) et Julian Ku ([ici](#)), du 7 au 9 février 2018.

Kevin Jon Heller, « [The PTC's Bizarre Request for Additional Information About Afghanistan](#) », 6 février 2018.

Kevin Jon Heller, « [Letter to the Israeli AG About the Deportation of African Asylum Seekers](#) », 6 février 2018.

Ian Seiderman, « [Yes, the Rule of Law Must Remain Central to the Debate on Trumpism](#) », 5 février 2018.

*QIL: Questions of International Law,
Questions de Droit International, Questioni di Diritto Internazionale*

Andrea Caligiuri et Enrico Milano, « ['No Man is an Island', but... what is an Island?](#) » ; sur le même sujet, lire également Warwick Gullett ([ici](#)) et Irimi Papanicolopulu ([ici](#)), 28 février 2018.

Strasbourg Observers

Janneke Gerards, « [Blog Seminar: The Draft Copenhagen Declaration – Food for Thought](#) », 25 février 2018. Sur le même sujet, lire également Lize R. Glas ([ici](#)), Leonie Huijbers ([ici](#)), Janneke Gerards ([ici](#)), du 26 au 27 février 2018.

Sam MacMahon Baldwin, « [The EU Court in Luxembourg is raising the bar on LGBT rights](#) », 23 février 2018.

Annick Pijnenburg, « [JR and Others v Greece: what does the Court \(not\) say about the EU-Turkey Statement?](#) », 21 février 2018.

Pieter Cannoot, « [Human Rights Centre submits third party intervention in case concerning legal gender recognition](#) », 19 février 2018.

Cathérine Van de Graaf, « [The Whereabouts Requirement: Does the ECtHR protect the right to respect for private and family life of French sport professionals?](#) », 16 février 2018.

Strasbourg Observers, « [The Best and Worst ECtHR judgments of 2017 are...](#) », 14 février 2018.

Laurens Lavrysen, « [Medical negligence after Lopes de Sousa Fernandes: a blank check to the Member States with respect to the substance of the right to life?](#) », 8 février 2018.

Claire Poppelwell-Scevak, « [Oliari, Orlandi and Homophobic Dissenting Opinions: The Strasbourg Approach to the recognition of same-sex marriages](#) », 2 février 2018.

The LAW OF NATIONS

Joanna Buckley, « [“The tail of limitation should not wag the dog of tort”: getting redress for historic human rights abuses](#) », 28 février 2018.

Emma Dowden-Teale et Joanna Howard, « [A “phenomenon of our time”: when are intelligence leaks admissible in court?](#) », 26 février 2018.

Julianne Hughes-Jennett et Peter Hood, « [Update on the responsibility to respect human rights and parent company liability](#) », 22 février 2018.

Alison Macdonald, « [Should companies have a duty to prevent human rights abuses?](#) », 20 février 2018.

The Law Of Nations, « [A view toward the post-Brexit future: the UK in the NAFTA? Part 1](#) et [Part II](#) », 14 et 16 février 2018.

Simon Maynard, « [Should the Arbitration Act be amended to reverse the presumption of confidentiality?](#) », 8 février 2018.

*Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen*

Dana Schmalz, Mareike Riedel et Valérie V. Suhr, « [We need to talk about ‘race’. Symposium: Critical Race Perspectives on International Law](#) », 12 février 2018. Sur le même thème, lire également Carola Lingaas ([ici](#)), Mouhamadou Ndiaye ([ici](#)), Ricarda Rösch ([ici](#)), Souheir Edelbi ([ici](#)), Cengiz Barskanmaz ([ici](#)) et Dana Schmalz ([ici](#)), du 12 au 28 février 2018.

Alexander Kloth, « [One law to rule them all. On the extraterritorial applicability of the new EU General Data Protection Regulation](#) », 5 février 2018.

Blogs de langue espagnole

[Corte IDH](#)

Álvaro Paúl Díaz, [Tres nuevos casos contre Argentina y uno contra Guatemala](#), 28 février

SUGGESTION DE (RE)LECTURE

Nous vous proposons de lire ou relire un article de Charles Chaumont sur la définition de l'agression et ses difficultés, à l'occasion de la récente activation du crime d'agression devant la CPI.

Charles CHAUMONT, « [Explication juridique d'une définition de l'agression](#) », *AFDI*, 1956, pp. 521-529.